

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 798 (2007 — 635) [C — 2007/22189]

29 JANVIER 2007. — Règlement modifiant le règlement du 28 juillet 2003 portant exécution de l'article 22, 11°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 7 février 2007, il y a lieu de lire :

à la page 6118 dans le texte français, le titre du règlement comme "Règlement modifiant le règlement du 28 juillet 2003 portant exécution de l'article 22, 11°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994" au lieu de "Règlement modifiant le règlement du 28 juillet 2003 portant exécution de l'article 22, 11°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 2004".

SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2007 — 799 [C — 2007/02021]

6 FEVRIER 2007. — Arrêté royal portant création du Conseil fédéral pour l'Economie plurielle

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 12 de l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle approuvé par la loi du 10 mai 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juillet 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2006;

Vu l'avis 41.238/1 du Conseil d'Etat, donné le 21 septembre 2006;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° l'accord de coopération : l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale dans ses attributions, dans les cas visés à l'article 3 et au sujet des différents thèmes et problèmes qui concernent la compétence fédérale de l'économie sociale.

2° le Ministre : le Ministre fédéral qui a l'Economie sociale dans ses attributions;

3° l'administration : la cellule économie sociale, au sein du Service public fédéral de Programmation Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie sociale.

CHAPITRE II. — Création

Art. 2. Un Conseil fédéral pour l'économie plurielle est créé, ci-après dénommé le 'Conseil', chargé de rendre des avis au Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions, dans les cas visés à l'article 3 et au sujet des différents thèmes et problèmes qui concernent la compétence fédérale de l'économie sociale.

CHAPITRE III. — Missions

Art. 3. § 1^{er}. Le Conseil a pour mission générale :

1° de représenter la diversité du secteur de l'économie plurielle et, en cette qualité, de rendre des avis concernant la préparation de la politique en matière d'économie plurielle;

2° de conseiller le pouvoir fédéral quant à sa politique en matière d'économie plurielle. Cela implique tant la préparation et la mise en œuvre que l'évaluation de celle-ci.

§ 2. Le Conseil peut, dans le cadre de sa compétence consultative, proposer des études dans tous les domaines relatifs à l'économie plurielle.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 798 (2007 — 635) [C — 2007/22189]

29 JANUARI 2007. — Verordening tot wijziging van de verordening van 28 juli 2003 tot uitvoering van artikel 22, 11°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 2007, moet :

op bladzijde 6118 in de Franse tekst de titel van de verordening gelezen worden als "Règlement modifiant le règlement du 28 juillet 2003 portant exécution de l'article 22, 11°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994" in plaats van "Règlement modifiant le règlement du 28 juillet 2003 portant exécution de l'article 22, 11°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 2004".

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2007 — 799 [C — 2007/02021]

6 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit houdende oprichting van de Federale Raad voor de Meerwaardeneconomie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 12 van het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaarden-economie, goedgekeurd bij de wet van 10 mei 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juli 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 20 juli 2006;

Gelet op advies 41.238/1 van de Raad van State, gegeven op 21 september 2006;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken en van Onze Staatssecretaris voor Sociale economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° het samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, ondertekend te Brussel op 30 mei 2005 en goedgekeurd bij de wet van 10 mei 2006;

2° de Minister : de federale Minister bevoegd voor Sociale Economie;

3° de administratie : de cel sociale economie binnen de Programmatorische Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie.

HOOFDSTUK II. — Oprichting

Art. 2. Er wordt een Federale Raad voor de Meerwaardeneconomie opgericht, hierna de 'Raad' genoemd, met als taak aan de Minister, bevoegd voor Sociale Economie, advies uit te brengen in de in artikel 3 bedoelde gevallen en over de verschillende thema's en problemen die verband houden met de federale bevoegdheid sociale economie.

HOOFDSTUK III. — Opdrachten

Art. 3. § 1. De Raad heeft als algemene opdracht :

1° de diversiteit van de sector van de meerwaardeneconomie te weerspiegelen en in die hoedanigheid advies te geven met betrekking tot de voorbereiding van het beleid inzake meerwaardeneconomie;

2° de federale overheid te adviseren met betrekking tot haar beleid inzake meerwaardeneconomie. Dit behelst zowel de voorbereiding, de implementatie als de evaluatie ervan.

§ 2. De Raad kan in zijn adviesverlenende bevoegdheid onderzoeken voorstellen in alle domeinen die verband houden met meerwaarden-economie.

§ 3. Le Conseil exerce sa fonction consultative à la demande du Ministre, ainsi que de sa propre initiative.

CHAPITRE IV. — Composition et nomination

Art. 4. Le Conseil est composé :

1° d'un président;

2° de 17 membres, choisis sur une liste double, désignés sur la base de leur compétence particulière, de leur expertise sur le terrain et de leur représentativité, qui siègent avec voix délibérative.

Les groupes suivants seront notamment représentés :

— 3 organisations représentant l'économie sociale,

— 4 organisations représentant les projets de mise à l'emploi au sein de l'économie sociale;

— 3 organisations représentant les entreprises de travail adapté;

— 2 organisations représentant les services de proximité;

— 2 organisations représentant les coopératives;

— 3 représentants du terrain RSE en Belgique, conformément au cadre de référence de la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Belgique, approuvé le 29 mars 2006 par la Commission Interdépartementale du Développement Durable;

3° de 4 membres, choisis sur une liste double sur proposition d'organisations représentant l'économie sociale, liée à un secteur particulier ou à une activité particulière, qui siègent avec voix délibérative et qui sont désignés en fonction des points de l'ordre du jour de la réunion;

4° de 6 membres représentant les organisations syndicales et les organisations patronales, choisis parmi les candidats proposés par le Conseil national du travail sur une liste double, et qui siègent avec voix délibérative;

5° de 8 membres représentant les autorités fédérales concernées, et qui siègent avec voix consultative, choisis parmi les candidats proposés sur une liste double par :

— le Ministre fédéral qui a l'Economie sociale dans ses attributions;

— le Ministre fédéral qui a l'Emploi dans ses attributions;

— le Ministre fédéral qui a les Affaires économiques dans ses attributions;

— le Ministre fédéral qui a les Finances dans ses attributions;

— le Ministre fédéral qui a les Affaires sociales dans ses attributions;

— le Ministre fédéral qui a l'Intégration sociale dans ses attributions;

— le Ministre fédéral qui a le Développement durable dans ses attributions;

— le Ministre fédéral qui a les Personnes handicapées dans ses attributions.

6° de 3 membres représentant les villes et communes, choisis parmi les candidats proposés par l'Union des Villes et Communes belges sur une liste double, et qui siègent avec voix consultative;

7° de 4 membres désignés sur la base de leurs connaissances scientifiques ou de leur expertise en ce qui concerne l'économie sociale, choisis parmi les candidats proposés sur une liste double, et qui siègent avec voix consultative; sans préjudice de son droit à poser sa candidature individuellement, chacune des universités et des écoles supérieures des Communautés flamande et française peut proposer des candidats;

8° Chaque gouvernement régional et le gouvernement de la Communauté germanophone sont invités à proposer 2 membres, à choisir sur une liste double, représentant les entités fédérées et qui siègent avec voix consultative.

Art. 5. § 1^{er}. Le président et le vice-président sont nommés par Nous par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Le vice-président appartient à un autre rôle linguistique que celui du président.

Art. 6. § 1^{er}. Les organisations visées à l'article 4, 2° et 3°, sont désignées par Nous par Arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Les membres du Conseil sont nommés par Nous par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Ils sont nommés pour une durée de 4 ans. Lors de la constitution du Conseil, la parité en termes de langue et de genre sera respectée.

§ 3. De Raad oefent zijn adviesverlenende functie uit op vraag van de Minister, alsook op eigen initiatief.

HOOFDSTUK IV. — Samenstelling en benoeming

Art. 4. De Raad is samengesteld uit :

1° een voorzitter;

2° 17 leden, gekozen uit een dubbele lijst, aangewezen op grond van hun bijzondere bevoegdheid, hun expertise op het terrein en hun representativiteit, die zetelen met beraadslagende stem.

Meer bepaald zullen volgende groepen vertegenwoordigd zijn :

— 3 organisaties die de sociale economie vertegenwoordigen;

— 4 organisaties die de tewerkstellingsprojecten binnen de sociale economie vertegenwoordigen;

— 3 organisaties die de beschutte werkplaatsen vertegenwoordigen;

— 2 organisaties die de buurt- en nabijheidsdiensten vertegenwoordigen;

— 2 organisaties die de coöperatieven vertegenwoordigen;

— 3 vertegenwoordigers van het MVO-landschap in België, overeenkomstig het referentiekader Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen in België, op 29 maart 2006 goedgekeurd in de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling;

3° 4 leden, gekozen uit een dubbele lijst op voorstel van organisaties die de sociale economie, gerelateerd aan een welbepaalde sector of activiteit, vertegenwoordigen en die zetelen met beraadslagende stem, aangewezen naargelang van de agendapunten van de vergadering;

4° 6 leden, gekozen uit een dubbele lijst op voorstel van de Nationale arbeidsraad, die de werknemersorganisaties en werkgeversorganisaties vertegenwoordigen en die zetelen met beraadslagende stem;

5° 8 leden, gekozen uit een dubbele lijst, die de federale betrokken overheden vertegenwoordigen en die zetelen met raadgevende stem, op voorstel van :

— de federale Minister bevoegd voor Sociale Economie;

— de federale Minister bevoegd voor Werk;

— de federale Minister bevoegd voor Economische Zaken;

— de federale Minister bevoegd voor Financiën;

— de federale Minister bevoegd voor Sociale Zaken;

— de federale Minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie;

— de federale Minister bevoegd voor Duurzame Ontwikkeling;

— de federale Minister bevoegd voor Personen met een handicap;

6° 3 leden, gekozen uit een dubbele lijst op voorstel van de Belgische Vereniging van Steden en Gemeenten, die de steden en gemeenten vertegenwoordigen en die zetelen met raadgevende stem;

7° 4 leden, gekozen uit een dubbele lijst, aangewezen op grond van hun wetenschappelijke kennis of expertise met betrekking tot de sociale economie en die zetelen met raadgevende stem; onverminderd het recht zich individueel kandidaat te stellen, kunnen elk van de universiteiten en hogescholen van de Vlaamse en Franse Gemeenschap kandidaten voordragen;

8° Elke Gewestregering en de regering van de Duitstalige Gemeenschap worden uitgenodigd 2 leden voor te dragen, te kiezen uit een dubbele lijst, die de deelstaten vertegenwoordigen en die zetelen met raadgevende stem.

Art. 5. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter worden door Ons benoemd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. De ondervoorzitter is van een andere taalrol dan de voorzitter.

Art. 6. § 1. De organisaties bedoeld in artikel 4, 2° en 3°, worden door Ons aangewezen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 2. De leden van de Raad worden door Ons benoemd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Zij worden benoemd voor een periode van 4 jaar. Bij de samenstelling van de Raad zal de pariteit inzake taal en inzake gender in acht worden genomen.

Lors de la première constitution du Conseil, leur mandat ne sera valable que pour une période de deux ans. Les mandats sont renouvelables. En cas de décès ou de démission d'un membre, ou si un membre ne remplit plus les conditions de nomination, il est pourvu à son remplacement.

§ 3. En ce qui concerne les membres visés à l'article 4, 3°, le Ministre déterminera des thèmes et désignera des organisations pouvant, pour ces thèmes, participer aux réunions du Conseil avec voix délibérative.

§ 4. Après la première période de deux ans, le Ministre réalisera, sur proposition du Conseil, une évaluation du fonctionnement et de la composition du Conseil.

§ 5. Le mandat au sein du Conseil est exercé de manière non rétribuée.

CHAPITRE V. — *Fonctionnement*

Section 1^{re}. — Le secrétariat

Art. 7. Le Président et le Conseil sont assistés, dans leurs activités, par un Secrétariat assuré par des membres du personnel de l'administration.

Section 2. — Autres règles de fonctionnement

Art. 8. En vue de remplir sa mission, le Conseil :

1° se consulte régulièrement avec des experts du réseau des administrations concernées par l'accord de coopération ou avec d'autres organisations concernées;

2° peut instituer des groupes de travail chargés de traiter de problèmes spécifiques;

3° peut inviter des experts à assister aux réunions du Conseil afin de les consulter au sujet de thèmes préalablement définis.

Art. 9. § 1^{er}. Le Conseil ne peut émettre valablement un avis qu'à condition que la moitié des membres au moins à voix délibérative soient présents.

§ 2. Dans ses avis, le Conseil vise au consensus. Si un consensus s'avère impossible, l'avis est adopté à la majorité. Le cas échéant, les points de vue minoritaires sont joints à l'avis.

Art. 10. Le Conseil rédige un règlement d'ordre intérieur approuvé par consensus par les membres, qui sera transmis au Ministre pour approbation.

Art. 11. Lorsque le Ministre adresse au Conseil une demande d'avis, celui-ci rend l'avis dans les deux mois.

Le Ministre peut fixer un délai plus long, soit sur demande motivée du Conseil, soit de sa propre initiative.

Dans des cas exceptionnels, le Ministre peut demander un avis urgent; il fixe alors le délai.

Art. 12. Notre Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre,
Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

La Secrétaire d'Etat à l'Economie sociale,
Mme E. VAN WEERT

Bij de eerste samenstelling van de Raad geldt het mandaat van de leden slechts voor twee jaar. De mandaten kunnen worden vernieuwd. Bij overlijden of ontslag van een lid, of indien een lid niet langer aan de benoemingsvoorwaarden voldoet, wordt in de vervanging ervan voorzien.

§ 3. Voor wat betreft de leden bedoeld in artikel 4, 3°, zal de Minister thema's vastleggen en organisaties benoemen die voor die bepaalde thema's aan de vergaderingen van de Raad kunnen deelnemen met beraadslagende stem.

§ 4. Na een eerste periode van twee jaar zal de Minister op voorstel van de Raad een eerste evaluatie maken van de werking en de samenstelling van de Raad.

§ 5. Het mandaat binnen de Raad wordt onbezoldigd uitgeoefend.

HOOFDSTUK V. — *Werking*

Afdeling 1. — Het secretariaat

Art. 7. De Voorzitter en de Raad worden voor de werkzaamheden bijgestaan door een Secretariaat, waargenomen door de personeelsleden van de administratie.

Afdeling 2. — Overige werkingsregelen

Art. 8. Met het oog op het vervullen van haar opdracht :

1° pleegt de Raad op regelmatige tijdstippen overleg met deskundigen van het netwerk van de bij het samenwerkingsakkoord betrokken administraties of met andere betrokken organisaties;

2° kan de Raad werkgroepen oprichten belast met de behandeling van specifieke problemen;

3° kan de Raad experten uitnodigen tot het bijwonen van vergaderingen van de Raad, om hen over vooraf bepaalde thema's te consulteren.

Art. 9. § 1 Opdat de Raad een advies zou kunnen uitbrengen moet minstens de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

§ 2. De Raad streeft in zijn adviezen naar consensus. Indien een consensus niet mogelijk is, wordt het advies bij meerderheid aangenomen. De minderheidsstandpunten worden in voorkomend geval aan het advies toegevoegd.

Art. 10. De Raad stelt een huishoudelijk reglement op, dat met consensus onder de leden wordt goedgekeurd en voor goedkeuring aan de Minister wordt overgemaakt.

Art. 11. Indien de Minister een adviesaanvraag tot de Raad richt, brengt deze het advies uit binnen de twee maanden.

Op gemotiveerd verzoek van de Raad of op eigen initiatief kan de Minister een langere termijn bepalen.

In uitzonderlijke gevallen kan de Minister een dringend advies vragen; de Minister bepaalt dan de termijn.

Art. 12. Onze Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice Eerste Minister,
Minister van Begroting en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Sociale economie,
Mevr. E. VAN WEERT